

LE MONDE *diplomatique*

> septembre 2023, pages 18 et 19

DOSSIER : 1973, ANNÉE DE CHOCS

Et l'Uruguay devint une prison

À la suite du coup d'État du 27 juin 1973, l'Uruguay est devenu le pays affichant le plus grand nombre de détenus politiques par rapport à sa population.

PAR DANIEL GATTI & ROBERTO LÓPEZ BELLOSO

DOUZE drapeaux blancs alignés sur la terre noire couvrent les restes osseux qui viennent d'être retrouvés dans l'enceinte du 14^e bataillon d'infanterie parachutiste — à une vingtaine de kilomètres de Montevideo —, un site utilisé pendant la dictature uruguayenne (1973-1985) comme centre de torture et de détention. Selon l'équipe d'anthropologie médico-légale de l'institution nationale des droits humains (INDDHH), il s'agit de l'une des 197 personnes que la junte a fait disparaître. En l'occurrence, une femme décédée sous la torture. L'INDDHH ne l'a pas encore identifiée après qu'elle a découvert son squelette à 30 centimètres de profondeur, recouvert de chaux, le 6 juin 2023. Soit trois semaines avant que le pays ne commémore les 50 ans du coup d'État.

Au petit matin du 27 juin 1973, le président dissout le Parlement, avec le soutien des forces armées. Juan María Bordaberry justifie son « auto-coup d'État » par les impératifs de la lutte contre les guérilleros du Mouvement de libération nationale-Tupamaros (MLN-T) pourtant déjà militairement défaits, et pour la plupart en prison ou en exil.

Si le régime d'Augusto Pinochet, au Chili (1973-1990), se caractérise par les exécutions sommaires, si la dictature argentine (1976-1983) aurait fait disparaître jusqu'à trente mille personnes, la junte uruguayenne se distingue, nous explique l'historien Álvaro Rico Fernandez, par « *l'emprisonnement politique massif et prolongé de jeunes détenus* ».

« *Massif* », d'une part, car le pays affiche, au cours de cette période, le plus grand nombre de prisonniers politiques par rapport à sa population : 18 pour 10 000 habitants soit 5925 au total ; 31 pour 10 000 si l'on compte les personnes arrêtées et détenues sans jugement (1). Ces chiffres n'incluent pas les détenus dans les lieux dits « de dépôt » (comme le principal stade de basket-ball de Montevideo, le Cylindre municipal) ni les mineurs renvoyés vers des établissements pénitentiaires. À ce jour, 51 lieux de détention « légaux », 9 non déclarés et 3 centres d'enfouissement clandestins ont été identifiés (2).

« *Prolongé* », d'autre part, en raison de la nature même de ces emprisonnements, qui devaient

s'inscrire dans le temps pour anéantir « l'ennemi ». Les conditions de détention de ceux que le régime désignait comme des « otages » — neuf hommes (dont le futur président de la République José « Pepe » Mujica) et onze femmes de la direction du MNL-T — furent particulièrement dures : M. Mujica, par exemple, fut enfermé pendant deux ans au fond d'un puits. La deuxième vague de répression, de 1974 à 1976, s'est abattue sur les militants d'organisations qui étaient légales avant le coup d'État, notamment le Parti communiste (PCU), et sur des formations qui se réorganisaient depuis l'étranger, comme le Parti pour la victoire du peuple, auquel appartenaient la plupart des disparus. Le choix de l'incarcération n'a en rien empêché la systématisation de la torture, parfois pendant des mois et toujours à grande échelle.

Terre d'immigration, principalement européenne, jusqu'aux trois premières décennies du xx^e siècle, l'Uruguay était devenu un pays que sa population quitte lorsque commence la crise de l'État-providence : entre le milieu des années 1960 et 1985, au moins 380 000 Uruguayens s'exilent, pour des raisons le plus souvent politiques à partir de 1973 (3). Ils vont d'abord au Chili, où le socialiste Salvador Allende gouverne encore, et surtout en Argentine, qui connaît en mai 1973 un « printemps » progressiste. Certains visent le Venezuela. Rares, à ce stade, sont ceux qui se rendent en Europe. L'option chilienne disparaît avec le renversement d'Allende à la fin de l'année. Et, alors qu'à partir de 1975 l'extrême droite s'empare de l'État à Buenos Aires, l'Argentine se transforme en un piège. Il se referme définitivement sur des milliers d'exilés latino-américains à la suite du coup d'État de mars 1976. La plupart des Uruguayens enlevés l'ont été en Argentine, principale plate-forme de l'opération « Condor » de coopération entre les dictatures du cône Sud (4) : 141 disparus sur les 197 recensés par l'Association des mères et parents d'Uruguayens détenus et disparus.

À partir de 1975, les émigrés choisissent le plus souvent l'Europe occidentale, Cuba ou le bloc socialiste, ainsi que, pour un nombre croissant d'entre eux, le Mexique. Les pays nordiques (en particulier la Suède), la France, l'Espagne, l'Italie (du fait de leur proximité culturelle et de racines communes) et la Suisse (le siège d'organisations internationales, ce qui facilitait le travail de dénonciation) font figure de destinations privilégiées sur le Vieux Continent.

La situation varie en fonction de leur pays d'accueil : exil réglementé et contrôlé, en Europe de l'Est, où la majorité des arrivants sont membres du PCU, ou à Cuba, qui accueille principalement des militants du MLN-T et du PCU ; largement facilité par les subventions de l'État, en Suède ; d'origine politique plus variée et profitant de moins de soutien institutionnel, en France et surtout en Espagne, mais avec des niveaux d'intégration plus élevés... Les Uruguayens ont connu ce qu'ont vécu tous les exilés politiques : pensant initialement que leur éloignement serait bref, ils ont privilégié des liens personnels et linguistiques avec leurs concitoyens avant de changer de perspective, de fonder des familles et de donner naissance à des enfants pour lesquels le pays d'exil devient le pays d'origine (5)...

La France a compté un maximum de 1 500 à 2 000 réfugiés uruguayens après la deuxième vague d'arrivées, postérieure à 1976. Peu nombreux, ils se caractérisent par un fort degré de structuration. Concentrée à Paris et en Île-de-France, cette communauté « de quartier », selon le sociologue franco-uruguayen Denis Merklen (6), compte de nombreuses associations, comme le Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay (CDPPU), créé en 1972 par Alain Labrousse, un journaliste français qui avait vécu à Montevideo en tant que

coopérant au cours des tumultueuses années 1960. Le CDPPU entretient des relations très étroites avec les dirigeants politiques français, en particulier ceux de gauche. Paris est également le siège du regroupement des familles d'Uruguayens disparus (Afude) — la première association de cette nature, créée en 1978 — et du Secrétariat international des juristes pour l'amnistie en Uruguay (Sijau), dirigé notamment par Louis Joinet et Jean-Louis Weil, qui, à la fin des années 1970, ont mené une mission d'enquête à Montevideo sur la situation des prisonniers politiques.

En 2014, le ministère des affaires étrangères uruguayen a officiellement reconnu l'importance des réseaux de solidarité mis en place en France pendant la dictature, à laquelle ils ont survécu. La capitale française a par la suite constitué une plate-forme pour d'autres types de solidarité, en facilitant notamment le retour ou la mise en relation de scientifiques émigrés.

La marque de la dictature demeure

La société uruguayenne a résisté au coup d'État dès le premier jour, avec, par exemple, la grève générale de la confédération syndicale du 27 juin au 11 juillet 1973, l'une des plus longues du siècle dernier dans le monde (7). Ce rejet, associé à une nouvelle crise économique et à l'évolution de la situation internationale, a favorisé une transition vers la démocratie et l'investiture d'un président élu, le 1er mars 1985. Malgré le retour de la plupart des exilés et la libération des prisonniers politiques, la marque de la dictature demeure. La loi 15.848 votée en décembre 1986 entérine l'impunité des militaires. L'arrivée de la gauche au gouvernement en 2005 et la réinterprétation d'un article de cette loi ont permis de poursuivre 82 personnes, même si, selon les organisations de défense des droits humains, d'innombrables crimes demeurent impunis.

Aujourd'hui, 17% des Uruguayens estiment que le coup d'État était justifié et 69% d'entre eux considèrent la démocratie comme la meilleure forme de gouvernement (8). Seul un noyau dur soutient un discours positif sur la dictature. Tel est le cas du parti d'extrême droite *Cabildo Abierto*, membre de la coalition sur laquelle s'appuie le président conservateur Luis Lacalle Pou. Ce dernier préfère ignorer un allié aussi encombrant en 2023, et mettre en avant « la » photo des commémorations du cinquantième anniversaire du renversement de la démocratie où figurent trois anciens présidents (MM. Julio María Sanguinetti, du Parti colorado, Luis Lacalle Herrera, du Parti national et père de l'actuel président, et José Mujica, du *Frente Amplio*). Une démarche d'union critiquée pour son insuffisance dans un contexte où les responsables du coup d'État n'ont toujours pas été traduits en justice.

DANIEL GATTI & ROBERTO LÓPEZ BELLOSO

Daniel Gatti et Roberto López Belloso. Respectivement journaliste et responsable de l'édition uruguayenne du *Monde diplomatique*. (Traduit de l'espagnol par Renaud Lambert.)

(1) Servicio Paz y Justicia (Serpaj), *Uruguay nunca más. Informe sobre la violación a los derechos humanos (1972- 1985)* [<https://sitiosdememoria.uy/sites/default/files/2020-01/Serpaj%20-%201989%20-%20Uruguay%20Nunca%20Mas.pdf>], (PDF), Montevideo, 1989.

- (2) Alvaro Rico (sous la dir. de), *Investigación histórica sobre la dictadura y el terrorismo de Estado en el Uruguay (1973-1985)* [http://dedicaciontotal.udelar.edu.uy/adjuntos/produccion/666_academicas__academicaarchivo.pdf], (PDF), tome II, université de la République orientale de l'Uruguay, Montevideo, 2008.
- (3) Magdalena Schelotto, « La dictadura cívico-militar uruguayana : la construcción de la noción de víctima y la figura del exiliado en el Uruguay post-dictatorial » [<https://journals.openedition.org/nuevomundo/67888>] », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 10 mars 2015.
- (4) Lire Pierre Abramovici, « Le condor déploie ses ailes », dans *Manière de voir*, n° 185, « La bataille pour le Chili », octobre-novembre 2022.
- (5) Silvia Dutrénit Bielous (sous la dir. de), *El Uruguay del exilio. Gente, circunstancias, escenarios* [<https://ojs.claeh.edu.uy/publicaciones/index.php/cclah/article/view/69>], Trilce, Montevideo, 2006.
- (6) Denis Merklen, « Sufrir lejos, quedarse juntos. El exilio de los uruguayos en Francia » [<https://estudiosamericanos.revistas.csic.es/index.php/estudiosamericanos/article/view/33>] », *Anuario de Estudios Americanos*, n° 64, Madrid, juin 2007.
- (7) Víctor Bacchetta, *La Historia que no nos contaron* [<https://sitiosdememoria.uy/recurso/4363>], Sitios de memoria Uruguay, 2023, accessible en ligne.
- (8) « A 50 años del golpe de Estado, 57% de la población está en desacuerdo con que la dictadura “es un tema del pasado” » [<https://ladiaria.com.uy/politica/articulo/2023/6/a-50-anos-del-golpe-de-estado-57-de-la-poblacion-esta-en-desacuerdo-con-que-la-dictadura-es-un-tema-del-pasado/>] », *La Diaria*, Montevideo, 27 juin 2023, et « La recesión democrática de América Latina » [<https://www.latinobarometro.org/lat.jsp>] », *Informe Latinobarómetro 2023*, 21 juillet 2023.

Mot clés: Dictature Autoritarisme [Uruguay](#)
